

Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

► **B**

► **M6** Règlement (CE) n° 131/2004 du Conseil  
du 26 janvier 2004

imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Soudan et du Soudan du Sud ◀

(JO L 21 du 28.1.2004, p. 1)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
► <b><u>M1</u></b>	Règlement (CE) n° 1353/2004 du Conseil du 26 juillet 2004	L 251	1	27.7.2004
► <b><u>M2</u></b>	Règlement (CE) n° 1516/2004 de la Commission du 25 août 2004	L 278	15	27.8.2004
► <b><u>M3</u></b>	Règlement (CE) n° 838/2005 du Conseil du 30 mai 2005	L 139	3	2.6.2005
► <b><u>M4</u></b>	Règlement (CE) n° 1354/2005 de la Commission du 17 août 2005	L 213	11	18.8.2005
► <b><u>M5</u></b>	Règlement (CE) n° 1791/2006 du Conseil du 20 novembre 2006	L 363	1	20.12.2006
► <b><u>M6</u></b>	Règlement (UE) n° 1215/2011 du Conseil du 24 novembre 2011	L 310	1	25.11.2011

▼B▼M6**Règlement (CE) n° 131/2004 du Conseil****du 26 janvier 2004****imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Soudan et du Soudan du Sud**▼B

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60 et 301,

vu la position commune 2004/31/PESC du Conseil du 9 janvier 2004 concernant l'imposition au Soudan d'un embargo sur les armes, les munitions et les équipements militaires <sup>(1)</sup>,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

- (1) En raison de la guerre civile qui se poursuit au Soudan, la position commune 2004/31/PESC maintient l'embargo sur les armes imposé à ce pays par la décision 94/165/PESC du Conseil <sup>(2)</sup> et renforce cet embargo en y incluant une interdiction d'assistance technique et d'autres services liés à des activités militaires ainsi qu'une interdiction d'aide financière en rapport avec des activités militaires.
- (2) La position commune 2004/31/PESC introduit aussi des dérogations à titre humanitaire à l'embargo sur les armes, notamment en ce qui concerne la vente, la livraison, le transfert ou l'exportation d'équipements et de matériels affectés à des opérations de déminage au Soudan.
- (3) L'embargo qui frappe certaines activités d'assistance technique et d'aide financière s'inscrit dans le cadre du traité. C'est pourquoi, pour éviter notamment une distorsion de concurrence, il y a lieu d'arrêter une législation communautaire afin de mettre en œuvre, sur le territoire de la Communauté, l'embargo en question. Aux fins du présent règlement, le territoire de la Communauté est réputé englober les territoires des États membres auxquels s'applique le traité et dans les conditions fixées par ce traité.
- (4) Pour garantir l'efficacité des mesures arrêtées dans le présent règlement, celui-ci devrait entrer en vigueur immédiatement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Aux fins du présent règlement, les définitions suivantes s'appliquent.

On entend par «assistance technique» toute assistance technique en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, et qui peut prendre les formes suivantes: instruction, conseils, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseil. L'assistance technique recouvre l'assistance par voie orale.

<sup>(1)</sup> JO L 6 du 10.1.2004, p. 55.

<sup>(2)</sup> JO L 75 du 17.3.1994, p. 1. Décision abrogée par la position commune 2004/31/PESC.

**▼ M6***Article 2*

Il est interdit:

- a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Soudan ou du Soudan du Sud, ou aux fins d'une utilisation dans ces pays;
- b) de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériels connexes ou de tout octroi, toute vente, toute fourniture ou tout transfert de service connexe d'assistance technique, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme au Soudan ou au Soudan du Sud, ou aux fins d'une utilisation dans ces pays.

**▼ B***Article 3*

Il est interdit de participer, sciemment et volontairement, à des activités ayant pour objet ou pour effet, direct ou indirect, de promouvoir les opérations visées à l'article 2.

**▼ M3***Article 4*

1. Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des États membres énumérées à l'annexe peuvent admettre la fourniture d'un financement ou d'une aide financière et d'une assistance technique en rapport avec:

- a) les équipements militaires non meurtriers destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions;
- b) le matériel destiné aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Union africaine;
- c) l'équipement et le matériel de déminage utilisés pour les opérations de déminage;
- d) la mise en œuvre de l'accord de paix global entre le gouvernement soudanais et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan, signé à Nairobi, Kenya, le 9 janvier 2005;

**▼ M6**

- e) l'appui au processus de réforme du secteur de la sécurité au Soudan du Sud.

**▼ M3**

- 2. Aucune autorisation n'est accordée pour des activités qui ont déjà été menées.

**▼ M6***Article 5*

Les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux vêtements de protection, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, exportés temporairement au Soudan ou au Soudan du Sud par le personnel des Nations unies, le personnel de l'Union ou de ses États membres, les représentants des médias, le personnel humanitaire et d'aide au développement, et le personnel associé, pour leur usage personnel uniquement.

**▼ B***Article 6*

La Commission et les États membres se tiennent mutuellement et immédiatement informés des mesures adoptées dans le cadre du présent règlement et se transmettent toute autre information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement concernant, notamment, les violations, les problèmes de mise en œuvre rencontrés ou encore les jugements rendus par des juridictions nationales.

*Article 7*

La Commission est compétente pour modifier l'annexe sur la base des informations fournies par les États membres.

*Article 8*

Les États membres déterminent le régime de sanctions à appliquer en cas d'infraction aux dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir sa mise en œuvre. Ces sanctions doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives.

Les États membres notifient ce régime à la Commission immédiatement après l'entrée en vigueur du présent règlement et lui notifient toute modification ultérieure de ce régime.

*Article 9*

Le présent règlement s'applique:

- a) au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien;
- b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;
- c) à toute personne, en tout autre lieu, qui est un ressortissant d'un État membre;
- d) à toute personne morale, à tout groupe ou à toute entité qui est établi ou constitué selon la législation d'un État membre;
- e) à toute personne morale, à tout groupe ou à toute entité qui réalise des opérations commerciales dans la Communauté.

**▼B**

*Article 10*

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

**▼B***ANNEXE***Liste des autorités compétentes mentionnées à l'article 4**

## BELGIQUE

**▼M4**

1. Service public fédéral des affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement  
Direction générale des affaires bilatérales  
Service «Afrique du sud du Sahara»  
Egmont 1  
Rue des Petits Carmes 19  
B-1000 Bruxelles  
Tél.: (32-2) 501 88 75  
Fax: (32-2) 501 38 26
  
1. Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking  
Directie van de bilaterale betrekkingen  
Dienst «Afrika ten Zuiden van de Sahara»  
Egmont 1  
Karmelietenstraat 15  
B-1000 Brussel  
Tél.: (32-2) 501 88 75  
Fax: (32-2) 501 38 26
  
2. Service public fédéral, économie, PME, classes moyennes & énergie  
Potentiel économique  
Direction industries  
Textile — Diamants et autres secteurs  
City Atrium  
Rue du Progrès 50  
5<sup>e</sup> étage  
B-1210 Bruxelles  
Tél.: (32-2) 277 51 11  
Fax: (32-2) 277 53 09  
Fax: (32-2) 277 53 10
  
2. Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand & Energie  
Economisch potentieel  
Directie Nijverheid  
Textiel — Diamant en andere sectoren  
City Atrium  
Vooruitgangstraat 50  
5de verdieping  
B-1210 Brussel  
Tél.: (32-2) 277 51 11  
Fax: (32-2) 277 53 09  
Fax: (32-2) 277 53 10
  
3. Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Kabinet van de minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke regering  
Kunstlaan 9  
B-1210 Brussel  
Tél.: (32-2) 209 28 25  
Fax: (32-2) 209 28 12
  
3. Région de Bruxelles-Capitale  
Cabinet du ministre des finances, du budget, de la fonction publique et des relations extérieures du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
Avenue des Arts 9  
B-1210 Bruxelles  
Tél.: (32-2) 209 28 25  
Fax: (32-2) 209 28 12

▼ M4

## 4. Région wallonne

Cabinet du ministre-président du gouvernement wallon  
Rue Mazy 25-27  
B-5100 Jambes-Namur  
Tél.: (32-81) 33 12 11  
Fax: (32-81) 33 13 13

## 5. Vlaams Gewest

Administratie Buitenlands Beleid  
Boudewijnlaan 30  
B-1000 Brussel  
Tél.: (32-2) 553 59 28  
Fax: (32-2) 553 60 37

▼ M5

## BULGARIE

en ce qui concerne l'assistance technique et les restrictions aux importations ou aux exportations:

Междуведомствен съвет по въпросите на военнопromишления комплекс и мобилизационната готовност на страната  
бул. «Дондуков» № 1  
1594 София  
тел. (359) 2 987 91 45  
факс (359) 2 988 03 79

Interdepartmental Council on the Military-Industrial Complex and the Mobilisation Preparedness of the Country  
1 «Dondukov» Blvd.  
1594 Sofia  
Tél. (359) 2 987 91 45  
Fax (359) 2 988 03 79

en ce qui concerne le gel des fonds:

Министерство на финансите  
ул. «Г.С. Раковски» № 102  
София 1000  
Тел: (359-2) 985 91  
Факс: (359-2) 988 1207  
E-mail: feedback@minfin.bg

Ministry of Finance  
102 «G.S. Rakovsky» street  
Sofia 1000  
Tél. (359-2) 985 91  
Fax: (359-2) 988 1207  
E-mail: feedback@minfin.bg

▼ M2

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo průmyslu a obchodu  
Licenční správa  
Na Františku 32  
110 15 Praha 1  
Tél: (420-2) 24 06 27 20  
Fax: (420-2) 24 22 18 11

▼ B

## DANEMARK

Erhvervs- og Boligstyrelsen  
Dahlerups Pakhus  
Langelinie Allé 17  
DK-2100 København Ø  
Tlf. (45) 35 46 60 00  
Fax (45) 35 46 60 01

**▼B**

Udenrigsministeriet  
 Asiatick Plads 2  
 DK-1448 København K  
 Tlf. (45) 33 92 00 00  
 Fax (45) 32 54 05 33

Justitsministeriet  
 Slotholmsgade 10  
 DK-1216 København K  
 Tlf. (45) 33 92 33 40  
 Fax (45) 33 93 35 10

## ALLEMAGNE

En ce qui concerne le financement et l'aide financière:

Deutsche Bundesbank  
 Servicezentrum Finanzsanktionen  
 Postfach  
 D-80281 München  
 Tel. (49-89) 2889-3800  
 Fax (49-89) 350163-3800

En ce qui concerne l'assistance technique et les autres services:

Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA)  
 Frankfurter Straße 29-35  
 D-65760 Eschborn  
 Tel. (49-61) 96 908-0  
 Fax (49-61) 96 908-800

**▼M2**

## ESTONIE

Eesti Välisministeerium  
 Islandi väljak 1  
 15049 Tallinn  
 Tél: (372-6) 31 71 00  
 Fax: (372-6) 31 71 99

Finantsinspektsioon  
 Sakala 4  
 15030 Tallinn  
 Tél: (372-6) 68 05 00  
 Fax: (372-6) 68 05 01

**▼B**

## GRÈCE

## A. Freezing of Assets

Ministry of Economy and Finance  
 General Directory of Economic Policy  
 5 Nikis Str.  
 GR-101 80 Athens  
 Tel: (30) 210 333 27 86  
 Fax: (30) 210 333 28 10

## A. Δέσμευση κεφαλαίων

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών  
 Γενική Δ/ση Οικονομικής Πολιτικής  
 Νίκης 5  
 GR-101 80 Αθήνα  
 Τηλ.: (30) 210 333 27 86  
 Φαξ: (30) 210 333 28 10

## B. Import-Export restrictions

Ministry of Economy and Finance  
 General Directorate for Policy Planning and Management

**▼B**

Kornaroy Str. 1,  
GR-105 63 Athens  
Tel: (30) 210 328 64 01-3  
Fax: (30) 210 328 64 04

## B. Περιορισμοί εισαγωγών-εξαγωγών

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών  
Γενική Δ/ση Σχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής  
Κορνάρου 1,  
GR-105 63 Αθήνα  
Τηλ.: (30) 210 328 64 01-3  
Φαξ: (30) 210 328 64 04

## ESPAGNE

Ministerio de Economía  
Dirección General de Comercio e Inversiones  
Paseo de la Castellana, 162  
E-28046 Madrid  
Tel.: (34) 913 49 38 60  
Fax (34) 914 57 28 63

## FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie  
Direction générale des douanes et des droits indirects  
Cellule embargo — Bureau E2  
Téléphone (33) 144 74 48 93  
Télécopieur (33) 144 74 48 97

Ministère des affaires étrangères  
Direction des Nations unies et des organisations internationales  
Téléphone (33) 143 17 59 68  
Télécopieur (33) 143 17 46 91

## IRLANDE

Department of Enterprise, Trade and Employment  
Licensing Unit  
Earlsfort Centre  
Lower Hatch St.  
Dublin 2  
Ireland  
Tel. (353) 1 631 2121  
Fax (353) 1 631 2562

## ITALIE

Ministero degli Affari esteri  
DGAE-Uff. X  
Roma  
Tel. (39) 06 36 91 37 50  
Fax (39) 06 36 91 37 52

Ministero del Commercio estero  
Gabinetto  
Roma  
Tel. (39) 06 59 93 23 10  
Fax (39) 06 59 64 74 94

Ministero dei Trasporti  
Gabinetto  
Roma  
Tel. (39) 06 44 26 71 16/84 90 40 94  
Fax (39) 06 44 26 71 14

▼ M2

## CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών  
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου  
1447 Λευκωσία  
Τηλ. (357-22) 30 06 00  
Φαξ (357-22) 66 18 81

Ministry of Foreign Affairs  
Presidential Palace Avenue  
1447 Nicosia  
Tél: (357-22) 30 06 00  
Fax: (357-22) 66 18 81

## LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija  
Brīvības iela 36  
Rīga LV1395  
Tél: (371) 701 62 01  
Fax: (371) 782 81 21

## LITUANIE

▼ M4

Security Policy Department  
J.Tumo-Vaizganto 2  
LT-01511 Vilnius  
Tél.: (370-5) 236 25 16  
Fax: (370-5) 231 30 90

▼ B

## LUXEMBOURG

Ministère des affaires étrangères  
Office des licences  
21, rue Philippe II  
L-2340 Luxembourg  
Téléphone (352) 478 23 70  
Télécopieur (352) 46 61 38

▼ M2

## HONGRIE

▼ M4*Article 4*

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium — Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal  
Margit krt.85.  
H-1024 Budapest  
Magyarország  
Postafiók: 1537 Pf.:345  
Tél.: (36-1) 336 73 00

▼ M2

## MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet  
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali  
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin  
Palazzo Parisio  
Triq il-Merkanti  
Valletta CMR 02  
Tél: (356-21) 24 28 53  
Fax: (356-21) 25 15 20

**▼ B**

PAYS-BAS

**▼ M4**

Minister van Economische Zaken  
Belastingdienst/Douane Noord  
Postbus 40200  
8004 DE Zwolle  
Nederland  
Tél.: (31-38) 467 25 41  
Fax: (31-38) 469 52 29

**▼ B**

AUTRICHE

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit  
Abteilung C/2/2  
Stubenring 1  
A-1010 Wien  
Tel. (43-1) 711 00  
Fax (43-1) 711 00-8386

**▼ M2**

POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych  
Departament Prawno – Traktatowy  
Al. J. CH. Szucha 23  
PL-00-580 Warszawa  
Tél. (48-22) 523 93 48  
Fax: (48-22) 523 91 29

**▼ B**

PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros  
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais  
Largo Rilvas  
P-1350-179 Lisboa  
Tel.: (351-21) 394 60 72  
Fax: (351-21) 394 60 73

**▼ M5**

ROUMANIE

Ministerul Afacerilor Externe  
Aleea Alexandru, nr. 31  
Sector 1, Bucureşti  
Tel: (40) 21 319 2183  
Fax: (40) 21 319 2226  
e-mail: cabinet@mae.ro

Ministerul Finanţelor Publice  
Strada Apolodor nr. 17,  
Sector 5, Bucureşti  
Tel: (40) 21 319 9743  
Fax: (40) 21 312 1630  
e-mail: cabinet.ministru@mfinante.ro

Ministerul Economiei şi Comerţului  
Calea Victoriei, nr. 152  
Sector 1, Bucureşti  
Tel. (40) 21 231 02 62  
Fax (40) 21 312 05 13

**▼ M2**

SLOVÉNIE

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia  
Prešernova 25  
1000 Ljubljana  
Tél: (386-1) 478 20 00  
Fax: (386-1) 478 23 47  
Site internet: <http://www.gov.si/mzz>

▼ M2

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky  
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa  
Mierová 19  
827 15 Bratislava  
Tél: (421-2) 48 54 21 16  
Fax: (421-2) 48 54 31 16

▼ B

FINLANDE

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet  
PL/PB 176  
00161 Helsinki/Helsingfors  
Puhelin (358) 9 16 05 59 00  
Faksi (358) 9 16 05 57 07

Puolustusministeriö/Försvarsministeriet  
Eteläinen Makasiinikatu 8  
00131 Helsinki/Helsingfors  
PL/PB 31  
Puhelin (358) 9 16 08 81 28  
Faksi (358) 9 16 08 81 11

SUÈDE

▼ M4

Inspektionen för strategiska produkter  
Box 70252  
S-107 22 Stockholm  
Tél.: (46-8) 406 31 00  
Fax: (46-8) 20 31 00

▼ B

ROYAUME-UNI

Sanctions Licensing Unit  
Export Control Organisation Department of Trade and Industry  
4 Abbey Orchard Street  
London SW1P 2HT  
United Kingdom  
Tel. (44) 20 7215 0594  
Fax (44) 20 7215 0593

▼ M2

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Commission des Communautés européennes  
Direction générale des relations extérieures  
Direction «PESC»  
Unité A.2 — Questions juridiques et institutionnelles pour les relations extérieures — Sanctions  
CHAR 12/163  
B-1049 Bruxelles/Brussel  
Téléphone (32-2) 295 81 48/296 25 56  
Télécopieur (32-2) 296 75 63